



CTB



MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
COOPERATION INTERNATIONALE ET FRANCOPHONIE
Secrétariat Général à la Coopération

RAPPORT ANNUEL- FONDS D'ETUDES ET D'EXPERTISES 2013



**Programme d'Etudes
et d'Expertises**

1	APERÇU DE L'INTERVENTION	4
1.1	FICHE D'INTERVENTION	4
1.2	EXECUTION BUDGETAIRE	4
2	CONTEXTE	5
2.1	CONTEXTE GENERAL	5
2.2	CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION	5
2.3	CONTEXTE HARMO	5
3	ANALYSE DES PROGRES REALISES	7
3.1	ÉTUDES	7
3.1.1	<i>État d'avancement des études</i>	7
3.1.2	<i>Analyse des études finalisées</i>	10
3.2	EXPERTISE	12
3.2.1	<i>État d'avancement de l'expertise</i>	12
3.2.2	<i>Analyse de l'expertise</i>	12
3.3	EXECUTION BUDGETAIRE	12
3.4	CRITERES DE QUALITE	13
3.5	GESTION DES RISQUES	14
4	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	15
4.1	RECOMMANDATIONS	15
4.2	ENSEIGNEMENTS TIRES	15
5	ANNEXES	16
5.1	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	16
5.2	DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI	20

ACRONYMES

AE	Accord d'Exécution
ComPar	Comité des Partenaires
CTB	Agence belge de coopération au développement
DTF	Dossier Technique et Financier
FEE	Fonds d'Etudes et d'Expertises
MINAFFECIF	Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale et Francophonie
PEE	Programme d'Etudes et d'Expertises
PIC	Programme Indicatif de Coopération
UAGP	Unité d'Appui à la Gestion du Programme

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme d'Etudes et d'Expertises (PEE)
Code de l'intervention	RDC1015311
Localisation	Kinshasa
Budget	€2.234.196
Institution partenaire	Ministère des Affaires Etrangères Coopération Internationale et Francophonie
Date de la convention spécifique	19 Juillet 2012
Date de fin de la convention spécifique	72 mois - 18 juillet 2018
Objectif	Contribuer à la mise en œuvre du PIC 2010 – 2013 et à la préparation des futurs programmes indicatifs de coopération entre la RDC et la Belgique.

1.2 Exécution budgétaire

Budget total	Année N-1	Dépenses année N	Solde	Taux de décaissement total
2.234.196	251.808	752.424	1.229.964	44,95%

Fonctionnaire exécution nationale ¹ Clément Katsaningu	Fonctionnaire exécution CTB ² Jean-Marc Labis
	

¹ Nom et signature

² Nom et signature

2 Contexte

2.1 Contexte général

Le PEE a débuté officiellement le 02 Novembre 2012 à la date de la tenue de la réunion de démarrage. L'année 2013 est la première année d'exercice complète du programme. Pour rappel, le PEE est issu de la fin du Fonds d'Etudes et d'Expertises qui était structuré différemment.

Le PEE est un programme qui ne s'inscrit pas dans la lignée des programmes tels qu'on le conçoit, étant donné que son objectif vise à appuyer les secteurs de concentration de la CTB, mais aussi d'autres secteurs où la CTB n'intervient théoriquement pas mais dont les activités réalisées ont un rapport avec celles de la CTB.

Même si l'objectif spécifique reste pertinent, les résultats escomptés sont prioritairement applicables aux requêtes. Mesurer le résultat de requête touchant divers secteurs qu'ils soient thématique ou géographique, secteur de concentration ou pas s'avère difficile étant donné que les résultats sont liés aux requêtes.

Ceci étant souligné, on comprend le passage de l'ancienne structure "Fonds d'Etudes et d'Expertises" vers la nouvelle structure "Programme d'Etudes et d'Expertises" pour des raisons d'organisation et d'uniformisation des procédures tout en conservant l'aspect très spécifique lié à chaque intervention.

2.2 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les remarques et commentaires du précédent rapport annuel en matière de modalités d'exécution restent d'actualité. Hormis la modalité en régie pour les marchés publics et la gestion financière qui doit rester la norme, il semble que le mode de gestion conjointe des activités du PEE est très fonctionnelle, ceci s'appliquant probablement plus simplement à de petites structures tel que le PEE.

En ce qui concerne l'état d'avancement du programme, il est important de souligner à ce stade que les étapes de préparation d'une procédure écrite (Manuel de Procédures), les missions de vulgarisation et de suivi des études et la disponibilité des membres de l'UAGP sont des éléments fédérateurs qui portent leurs fruits.

Depuis la mi-septembre 2013, on peut dire que le PEE a atteint sa vitesse de croisière, les éléments statistiques et financiers le confirmant (15 engagements (études approuvées par le ComPar), 6 AE signés, €2.234.196 engagés (soit, 100% de la tranche 1 du budget) et €1.004.233 déboursés (soit, 44,95% de la tranche 1 du budget).

2.3 Contexte HARMO

Le PEE est le seul programme de ce type dont dispose la RDC, il n'y a dès lors pas de tentative d'harmonisation avec d'autres interventions de la CTB. L'alignement sur les stratégies ou les systèmes du partenaire représente l'output 1 et l'appropriation par le partenaire est complète.

Les évolutions clés sont ;

- L'uniformisation du traitement des requêtes,
- La validation et la mise en œuvre du manuel de procédures du PEE,
- La poursuite des activités de vulgarisation du PEE,
- L'appui au suivi de la mise en œuvre des études et expertises.

3 Analyse des progrès réalisés

3.1 Études

3.1.1 État d'avancement des études

État d'avancement des études ³	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
1. (ALCP) Appui à la ville de Lubumbashi à travers le Comité Provincial de Pilotage de la Stratégie de renforcement du Système de Santé					Report du FEE qu'il aurait fallu discuter avec le SG Santé qui a été démis de ses fonctions. L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
2. (RCOCIR) Réorganisation du Cadre Organique du Secrétariat Général à la Coopération Internationale et Régionale		X			Reliquat du FEE, le rapport final n'a jamais été reçu.
3. (MP) Appui à l'Autorité de régulation des Marchés Publics					En attente SG MINCIR pour visite de l'ARMP
4. (RCCRE) Redynamisation du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (MINCIR)	X				En-cours
5. (EISI) Elaboration des Indicateurs du Secteur des Infrastructures (MINIPLAN)	X				Terminé en 2012.
6. (LAC KIVU I) Détermination des sites potentiels d'extraction de gaz méthane des eaux du LAC KIVU: Etude détaillée de la bathymétrie de la côte congolaise.				X	En-cours, cette étude fût requise sous le PEE mais n'a été activée que sous le PEE. Les délais sont dus principalement à l'intervention du contractant qui est aussi celui qui a écrit l'étude pour le MINHYD, l'achat de l'équipement (sonde/sonar/inclinomètre - bateau/moteur).
7. (INRB) Appui à la restructuration administrative et financière de l'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale)	X				Terminé en 2013.
8. (SENDWE) Contribution à la réalisation d'un atelier de modernisation de l'Hôpital SENDWE					L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
9. (ITIE) Prestation d'un Conciliateur ITIE pour l'exercice 2010-2011 (Ministère du Plan). Report du FEE					Terminé en 2012.
10. (LAC KIVU II) Etude d'impact environnemental et social du Projet de production de l'énergie électrique à partir du gaz méthane du LAC KIVU. Report du FEE					Annulé, fera partie des obligation des attributaires des différentes concessions.
11. (FORKIS) Atelier de sensibilisation des autorités				X	Terminé en 2013.

³ A : En avance
 B : Dans les délais
 C : Retardées, des mesures correctives sont requises.
 D : Les études ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

politico-administratives et les organisations de base sur la Foresterie communautaire dans la Ville de Kisangani/Province Orientale. Report du FEE				
12. (QUINACT) Unité de recherche clinique. Report du FEE	X			En-cours, se termine en Mai 2014.
13. (FNPSS) Appui au Fonds National de Promotion de la Sécurité Sociale. Report du FEE	X			Etude rejetée
15. (LOI 11/022) Appui à l'Elaboration des Mesures d'application de la LOI N°11/022 du 24/12/2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture	X			Doit se terminer au 31/01/2014. Une extension (uniquement en temps) supérieure au délai légal d'une étude a déjà été donnée afin de ne pas perdre le travail initial effectué. Le résultat escompté ne sera probablement pas atteint, mais uniquement le paiement initial contracté par un AE a été effectué.
16. (PNS) Actualisation du Plan National Semencier des Cultures Vivrières et Recommandations pour la Structuration de la Filière Semencière, le Contrôle et la Certification des Semences, ainsi que la Production et la Commercialisation des Semences Améliorées par le Secteur Semencier Privé dans toutes les Provinces de la RD Congo			X	Marché à lancer. Ceci sera régularisé début 2014. Problème marché lancé une première fois mais le seul soumissionnaire ayant envoyé une offre s'est désisté. Le bénéficiaire n'a fourni les coordonnées que d'un potentiel candidat à inviter.
17. (DIAHOP) Prise de contact et plaidoyer avec la Diaspora congolaise et des partenaires belges sur le projet d'appui aux Hôpitaux congolais	X			Etude rejetée
18. (HMIS) Elaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique de la République Démocratique du Congo			X	Marché à lancer. Le responsable du PEE est en retard pour le lancement de ce marché. Ceci sera régularisé début 2014. Le bénéficiaire n'a fourni les coordonnées que d'un potentiel candidat à inviter.
19. (CARIEI) Mise à jour de la Cartographie des projets des Infrastructures Economiques de base et des Indicateurs de performance y afférents	X			Etude rejetée
20. (CARIIS) Elaboration de la Cartographie et des Indicateurs des projets des Infrastructures Sociales de la RDC	X			Etude rejetée
21. (PNIA) Business Meeting du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC.	X			Dossier problématique, le bénéficiaire n'ayant pas suivi les règles de l'AE. Ceci se discutera lors du prochain ComPar restreint.
22. (CAMASA) Expertise pour le renforcement de la Cellule de passation des Marchés du Ministère de la Santé au sein de la CAG, dans les procédures FED	X			Etude rejetée

23. (CENACOF) Identification des besoins en formation auprès des secrétariats généraux de: l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Agriculture, Santé Publique et Développement Rural	X				Etude rejetée
24. (NOTAIRES) Demande de partenariat formulée par le Ministre de la Justice et Droits Humains à l'endroit de la Chambre Nationale des Notaires					L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
25. (AMTER) Partenariat d'Appui de l'Aménagement du Territoire.	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
26. (HYINGA) Etude de Préfaisabilité projet HYINGA					L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
27. (ICCN) Montage d'un système d'organisation et structuration des informations pour faciliter le suivi-évaluation et en conséquent améliorer l'efficacité de gestion et la gouvernance des aires protégées en RDC par l'ICCN (MECNT).	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
28. (FOREQU) Foresterie Communautaire de l'Equateur	X				Terminé en 2013.
29. (STAT) Statistique Ministère du Plan					L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
30. (FORCOM) Mission de suivi des activités dans le site pilote de la foresterie communautaire créé par le projet FORCOM/FAO	X				Etude rejetée.
31. (CGAF) Analyse du Cadre de Gouvernance Foncière au Niveau Provincial Selon le Cadre de la Gouvernance Foncière (CGAF) de la Banque Mondiale					L'UAGP propose de discuter de la pertinence de cette demande lors du premier ComPar 2014 afin de la garder (ou pas) dans la liste des activités potentielles.
32. (SESOC) Appui au développement du système de Sécurité Sociale en RDC	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
33. (RCGPMP) Renforcement des capacités des membres de la Cellule de Gestion des Projets et Marchés Publics ainsi que les Cadres de l'Administration de la Coopération Internationale	X				Etude rejetée.
34. (PEDEKA) Appui aux organisations des Pêcheurs de la Dépression de Kamalondo	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
35. (PIHILU) Appui aux organisations de Pisciculteurs dans l'Hinterland de Lubumbashi	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.

36. (ISVI) Identification, Sensibilisation, Vulgarisation, et Installation de Champ Ecole Paysan pour une agriculture durable	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
37. (UPEHP) Acquisition des mini-Usines de Production utilisant un système d'Extraction de base optimisé pour l'usage au niveau villageois en vue de l'usinage semi-industriel d'Huile de Palme et du savon de ménage	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
38. (ESETFP) Appui à l'Elaboration des la Stratégie sous-sectorielle spécifique à la composante de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République Démocratique du Congo	X				En-cours de préparation
39. (COMP NAT) Production des Comptes Nationaux 2012 et 2013 de la RDC	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
40. (URF-ECMI) Projet d'appui logistique pour le démarrage des activités de l'unité de recherche et de formation sur l'écologie et le contrôle des maladies infectieuses (URF-ECMI)	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
41. (DREN) Requête sur la Vulgarisation convention relative aux Droits de l'Enfant au Programme d'Etudes et d'Expertises	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
42. (REENPU) Appui à la Réforme des Entreprises Publiques du secteur des transports et dans le montage de la négociation des projets de partenariat public-privé dans les domaines portuaire, ferroviaire et aéroportuaire.	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.
43. (LOI 11/2002) Vulgariser les articles 22, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 89, 111, 112, 113, 121 et 222 de la loi n°11/2002 du 29 août 2002 portant promulgation du Code Forestier de la République Démocratique du Congo.	X				Cette étude devrait être présentée lors du premier ComPar restreint prévu début 2014.

3.1.2 Analyse des études finalisées

Titre de l'étude :	7. (INRB) Appui à la restructuration administrative et financière de l'INRB (Institut National de Recherche Biomédicale)
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	L'étude était destinée à appuyer le changement de statut de l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) en renforçant les capacités administratives notamment en terme de tenue de la comptabilité et gestion financière. L'étude a été effectuée parallèlement à l'informatisation de la comptabilité (logiciel TOMPRO).
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	Oui, en fonction des éléments du rapport final de nombreuses choses ont été complétées, toutefois, au moment de l'écriture de ce rapport un second appui est requis au PEE afin de compléter les activités déjà effectuées.

<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Le point principal est la centralisation et l'uniformisation de la tenue de la comptabilité. De plus, l'appui direct au personnel du service concerné a permis un renforcement des capacités qui semble porter ses fruits. Une récente visite de l'INRB a permis d'apprécier ce résultat et de définir les besoins supplémentaires nécessaires à l'atteinte d'une autonomie complète du service financier.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Concernant les difficultés, elles sont classiques dans le cadre de l'apport d'une expertise externe au travers d'un marché public, (procédure MP longue, ici il y a eu des problèmes lors de l'invitation des candidats, démarrage lent, l'expertise insuffisamment guidée par le demandeur). Un aspect intéressant était le suivi de la mise en œuvre par un ATI de la DEP. Parmi les résultats inattendus nous noterons l'implication des membres du service financier et la demande d'un appui supplémentaire. Ceci démontre l'utilité de l'étude mais aussi les manques à combler afin d'atteindre une autonomie complète de l'Institution.

Titre de l'étude :	11. (FORKIS) Atelier de sensibilisation des autorités politico-administratives et les organisations de base sur la Foresterie communautaire dans la Ville de Kisangani/Province Orientale.
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Cet atelier était destiné à informer par diverses présentations les responsables régionaux et les organisations de base en charge de la foresterie communautaire de la Province Orientale.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	L'étude à été mise en œuvre comme prévu.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a servi à transférer l'information quant à la foresterie communautaire, 10 présentations différentes ont été effectuées.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Nous ressortons de cette étude qu'il n'est pas nécessaire pour des raisons logistique et financière d'envoyer 5 personnes du Ministère en Province. Le résultat inattendu est que le bénéficiaire requiert actuellement 3 autres études qui n'entrent pas dans le cadre des activités de la CTB, il s'agit plus d'opportunisme que de réels besoin. Les résultats de cet atelier ne pourront être mesurés qu'après une période de mise en œuvre des informations transmises. Toutefois, l'environnement n'étant pas un secteur de concentration de la CTB il serait opportun de laisser un autre bailleur analyser ce résultat afin d'obtenir des informations objectives sur ce type d'étude.

Titre de l'étude :	21. (PNIA) Business Meeting du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC.
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Cette étude est un cofinancement du Business Meeting pour l'Investissement Agricole en RDC qui s'est tenu les 07 et 08/11/2013. Ce Business meeting est destiné à renforcer les capacités du secteur agricole notamment en matière d'investissement.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	Non, cette étude n'a contribué qu'à couvrir partiellement les coûts de l'évènement.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Financement d'une partie des frais.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Cette intervention est litigieuse étant donné que le bénéficiaire n'a pas respecté les règles de l'Accord d'Exécution et que l'ensemble des frais devrait être payé à un seul fournisseur sans qu'une mise en concurrence minimale n'ait été effectuée.

Titre de l'étude :	28. (FOREQU) Atelier de sensibilisation des autorités politico-administratives et les organisations de base sur la foresterie communautaire dans la ville de Mbandaka/Province de l'Equateur
<i>Décrivez, en quelques phrases, à qui est destinée l'étude et quel en est le sujet</i>	Cet atelier était destiné à informer par diverses présentations les responsables régionaux et les organisations de base en charge de la foresterie communautaire de la Province de l'Equateur.
<i>Les études ont-elles été utilisées comme prévu ?</i>	L'étude a été mise en œuvre comme prévu.
<i>À quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a servi à transférer l'information quant à la foresterie communautaire, 10 présentations différentes ont été effectuées.
<i>Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'étude ou son utilisation ?</i>	Nous ressortons de cette étude qu'il n'est pas nécessaire pour des raisons logistique et financière d'envoyer 5 personnes du Ministère en Province. Le résultat inattendu est que le bénéficiaire requiert actuellement 3 autres études qui n'entrent pas dans le cadre des activités de la CTB, il s'agit plus d'opportunisme que de réels besoins. Les résultats de cet atelier ne pourront être mesurés qu'après une période de mise en œuvre des informations transmises. Toutefois, l'environnement n'étant pas un secteur de concentration de la CTB il serait opportun de laisser un autre bailleur analyser ce résultat afin d'obtenir des informations objectives sur ce type d'étude.

3.2 Expertise

3.2.1 État d'avancement de l'expertise

État d'avancement de l'expertise ⁴	A	B	C	D	Commentaires (seulement si la valeur est C ou D)
14. (TPTVC) Appui au Ministère du Transport et des Voies de Communication. Report du FEE	X				En-cours, extension du contrat de l'expert en poste (ATI CTB) validé lors du ComPar du 03/09/2013.

3.2.2 Analyse de l'expertise

Titre de l'expertise – nom de l'expert :	-
Décrivez, en quelques phrases, quel est/était l'objet de l'expertise	-
Dans quelle mesure l'expertise produit-elle les résultats attendus ?	-
À quoi l'expertise a-t-elle contribué ?	-
Quelles difficultés se sont présentées, quels ont été les facteurs d'influence (positive ou négative) ? Quels ont été les résultats (positifs ou négatifs) inattendus ? Quel impact ont-ils eu sur l'expertise et sur ses résultats ?	-

3.3 Exécution budgétaire

- Concernant les **A. études** et **B. expertises**, la répartition budgétaire est divisée en 5 postes (1. Personnel du projet, 2. Voyage(s) expert(s), 3. Investissement, 4. Fonctionnement (transport, documentation, reproduction, rapportage...) et 5. Séminaires, ateliers, voyages d'étude, etc.. Cette répartition permet l'analyse des postes pour lesquels les engagements financiers sont pris afin

⁴ A : Expertise réalisée dans l'année N
 B : Expertise en cours
 C : Expertise en phase préparatoire : préparation conforme au planning (rédaction TdR, procédure marché public, etc.)
 D : Expertise planifiée, mais retardée

d'assurer que globalement, le pourcentage de 25% de frais à ne pas dépasser dans le cadre des cas 1, 4 et 5 selon DTF. Le poste C. accords d'exécution n'est pas utilisé car l'AE représente un outil de contractualisation et non un output.

2. Cette répartition permet aussi le suivi de la mise en œuvre d'un point de vue gestion financière, notamment lorsque des avances et de paiements intermédiaires sont effectués.
3. Concernant le poste D. Vulgarisation, les dépenses ont permis la tenue de 5 séances de vulgarisation, 1 à Lubumbashi, 1 à Kisangani, 1 à Mbuji-Mayi et 2 à Kinshasa. 5 séances sont envisagées en 2014 ainsi qu'une révision du manuel de procédures.
4. Concernant les lignes Z_01 Frais de personnel, le ComPar du 28/05/2013 a validé l'ajout d'une assistante sur le budget du poste prévu pour un ATN. Il faudra compléter ce budget par l'ajout de +/-€5.000 en 2014.
5. Concernant les lignes Z_02 Investissement, rien à signaler.
6. Concernant les lignes Z_03 Frais de Fonctionnement, un déficit sur le poste télécommunication est à prévoir et un transfert pour couvrir les frais de formation du MINCIR devra être effectué.
7. Concernant les lignes Z_04 Audit, Suivi et Evaluation, rien à signaler.

3.4 Critères de qualité

Attribuez, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D ⁵aux critères suivants :

Pertinence : Mesure dans laquelle les études et l'expertise sont alignées sur les priorités locales et nationales.

Efficience : Mesure dans laquelle les études et l'expertise ont été réalisées dans les délais et dans les budgets.

Efficacité : Mesure dans laquelle les études et l'expertise contribuent effectivement aux objectifs visés.

Critères	Note
Pertinence	B
Efficience	B
Efficacité	C

⁵

A : Très bonne performance

B : Bonne performance

C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises

D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que l'intervention vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuez la note X au critère. Expliquez pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

3.5 Gestion des risques

Indiquez l'évolution des risques⁶ et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du rapportage annuel

- Décrivez le risque.
- Notez la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Notez l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note Élevée ou Très élevée est attribuée à un risque, détaillez les mesures qui ont été/seront prises et indiquez la personne/l'acteur responsable.

Identification des risques			Analyse du risque		Traitement des risques			Suivi du risque		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total ⁷	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Piètre qualité des requêtes forçant l'implication directe de l'UAGP dans la préparation des requêtes	Phase de démarrage		B	C	C	Préparation et dissémination du manuel de procédure Séances de vulgarisation du PEE	UAGP	Dès les premières requêtes	Maîtrisé	
Durée entre la réception d'une requête et sa mise en œuvre	Phase de démarrage		B	B	B	Réduction du temps de travail sur les MP des autres projets	Resp. PEE	Permanent	Moyennement maîtrisé	
Qualité du rapportage narratif et financier des études	Phase de démarrage		D	D	D	Séance spécifique d'information mais pas avant Septembre 2014 Appui dans la préparation des rapports financiers	UAGP	Permanent	Pas encore assez de recul ni d'expérience	
Disponibilité des membres du ComPar restreint	Fin de la 1ère année 2013		B	B	B	PEE doit s'adapter !!!	UAGP	Permanent	On continue à s'adapter!!	

⁶ Limitez-vous aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

⁷

Élevée	B	C	D
Moyenne	A	B	C
Faible	A	A	B
	Faible	Moyenne	Élevée
	Probabilité		

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de la recommandation</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation (p. ex., 3.2.3)</i>	<i>Le resp. de la recommandation</i>	<i>Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1, p. ex.</i>
Intégrer les modules rapportage et gestion financière aux séances de vulgarisation et dans le manuel de procédures.	DTF 3.4.3	UAGP	Q3

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Trop souvent les requêtes sont établies pour l'obtention de per diem, primes ou achat de matériel alors que le PEE insiste sur l'exécution des activités.	CTB et partenaires
Le requérant doit apprendre qu'il a des droits mais aussi des obligations et que les erreurs peuvent aboutir à des refus de paiement qui ne sont pas discutables.	Partenaires
Les requérants ont souvent une vision trop importante de ce que leur requête n'est en réalité	CTB et partenaires

5 Annexes

5.1 Rapport « Budget versus Actuels (y - m) »

Version du 31/12/2013												
A	ETUDES	BUDGET	%	TOT 12	Q1/13	Q2/13	Q3/13	Q4/13	TOT 13	TOT 14	TOT DEP	
A	QUINACT	828.737	37,09%	66.817	63.460	9.089	49.058	174.164	295.771	424.544	670.116	
A	01	117.630	5,26%	33.433	8.051	9.089	18.762	24.840	60.742	31.392	125.567	
A	01 01	63.030		9.659	4.574	6.862	9.910	17.300	38.646	20.935	69.240	
A	01 02	18.720		7.459	3.477	1.586	1.353	2.233	8.649	2.197	18.306	
A	01 03	16.980		16.315			3.547		3.547	0	19.862	
A	01 04	18.900		0		640	3.952	5.307	9.899	8.260	18.159	
A	01 05	0		0					0	0	0	
A	02	90.000	4,03%	33.384	55.409	0	0	0	55.409	0	88.793	
A	02 01	90.000		33.384	55.409				55.409		88.793	
A	03	58.870	2,63%	0	0	0	0	58.870	58.870	0	58.870	
A	03 01	58.870		0				58.870	58.870	0	58.870	
A	03 02	0		0					0	0	0	
A	03 03	0		0					0	0	0	
A	03 04	0		0					0	0	0	
A	03 05	0		0					0	0	0	
A	04	145.309	6,50%	0	0	0	0	27.900	27.900	125.595	153.495	
A	04 01	10.081		0				10.081	10.081	10.080	20.161	
A	04 02	15.213		0				10.339	10.339	7.500	17.839	
A	04 03	0		0					0	0	0	
A	04 04	5.539		0					0	3.539	3.539	
A	04 05	114.476		0				7.481	7.481	104.476	111.957	
A	05	136.677	6,12%	0	0	0	0	10.114	10.114	136.677	146.791	
A	05 01	65.400		0					0	65.400	65.400	
A	05 02	27.277		0					0	27.277	27.277	

5.2 Décisions prises par la SMCL et suivi

Décision à prendre				Action			Suivi		
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Installation du bureau du PEE				MINCIR	Bureaux prêts	MINCIR	n/a	-	Fini
Acquisition équipement				Resp. PEE	Acquisition	UAGP	n/a	-	Fini
Formation IT MINCIR				Resp. PEE	Organisation formation IT 10 pers. + SG	UAGP	n/a	-	Fini
Manuel de procédure				Resp. PEE	Préparation	UAGP	3 mois	-	Fini
Vulgarisation du PEE				UAGP	Organisation activité de Vulgarisation	UAGP	permanent	Déjà 5 séances en 2013	En-cours
Gestion du projet	Réunion de démarrage	02/11/2012	PV du 12/11/2012	UAGP	Suivi permanent selon budget	UAGP /ComPar	permanent	Modifié lors du ComPar restreint du 13/03/2013	En-cours
Marchés Publics				Resp. PEE	En fonction des études	UAGP	permanent	-	En-cours
Budget du programme				ComPar	Comptable de bourse suivra PEE	UAGP	permanent	-	En-cours
Rémunération et autres avantages pour le GP et le chauffeur				SG	Contractualisation GP + chauffeur	RR	rapidement	-	Fini
Approbation manuel PEE	ComPar restreint du 13/03/2013	13/03/2013	PV du 21/03/2013	ComPar / UAGP	Validation manuel de procédure	Resp. PEE	rapidement	Quelques modifications et un ajout requis. Validé	Fini
Présentation et validation ET 16. PNS					Requête validé	UAGP	n/a	Marché à relancé	En-cours
Présentation et validation ET 17. DIAHOP	ComPar restreint 29/04/2013	29/04/2013	PV du 30/04/2013	ComPar /UAGP	Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini
Présentation et validation ET 19.					Requête rejetée	UAGP	n/a	-	Fini

PROJET RDC1015311 : PROGRAMME D'ETUDES ET D'EXPERTISES

Expertises	Budget (EUR)	Dépenses prévisionnelles 2014	Dépenses prévisionnelles 2015	Dépenses prévisionnelles 2016	Notes
Appui à l'Autorité de régulation des Marchés Publiques	ET 100 000,00	50 000,00	50 000,00		Budget estimé par PEE étant donné existence futur appui au MINCI
Demande de partenariat formulée par le Ministre de la Justice et Droits Humains à l'endroit de la Chambre Nationale des NOTAIRES	EX 300 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	RR approché par Ministère concerné toujours aucun contact officiel
Partenariat d'Appui de l'Aménagement du Territoire	ET 15 000,00	15 000,00			
Montage d'un système d'organisation et structuration des informations pour faciliter le suivi-évaluation et en conséquence améliorer l'efficacité de gestion et la gouvernance des aires protégées en RDC par l'ICGN (MECNT)	ET 82 312,50	62 312,00	20 000,00		
MINIPLAN appui d'un statisticien	EX 300 000,00	150 000,00	150 000,00		Estimé PEE in case of extension à prévoir l
Appui au développement du système de Sécurité Sociale en RDC	ET 289 700,00	200 000,00	89 700,00		
Appui aux organisations des Pêcheurs de la Dépression de Kamalondo	ET 150 982,00	75 000,00	75 982,00		
Appui aux organisations de Pisciculteurs dans l'Hinterland de Lubumbashi	ET 150 000,00	100 000,00	50 000,00		
Identification, Sensibilisation, Vulgarisation, et installation de Champ Ecole Paysan pour une agriculture durable	ET 43 281,00	43 281,00			
Acquisition des mini-usines de Production utilisant un système d'Extraction de base optimisée pour l'usage au niveau villageois en vue de l'usage semi-industriel d'Huile de Palme et du savon de ménage	ET 147 796,50	147 796,50			
Appui à l'Elaboration des la Stratégie sous-sectorielle spécifique à la composante de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en République Démocratique du Congo	ET 351 740,00	351 740,00			
Production des COMPres NATIONAUX 2012 et 2013 de la RDC	ET 300 018,00	300 000,00			
Projet d'appui logistique pour le démarrage des activités de l'unité de recherche et de formation sur l'écologie et le contrôle des maladies infectieuses (URF-ECMI)	ET 141 290,00	141 290,00			
Appui au Ministère du Portefeuille	EX 1 000 000,00	500 000,00	500 000,00		Appui de 2 ATi - budget estimé après disction
Requête sur la Vulgarisation onvention relative aux Droits de l'Enfant au Programme d'Etudes et d'Expertises	ET 93 142,00	93 142,00			
Vulgariser les articles 22, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 89, 111, 112, 113, 121 et 222 de la LOI N° 1/2002 du 29 août 2002 portant promulgation du Code Forestier de la République Démocratique du Congo.	ET 659 589,00	659 589,00			
Prestation de service pour déterminer le patrimoine initial de l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB), fournir les outils pour le maintien dans le temps et renforcer les capacités du personnel administratif dans l'élaboration du bilan financier annuel.	EX 99 000,00	99 000,00			
Projet d'Appui aux Initiatives des Jeunes Ruraux de la RDC <P.A.I.J.R./RDC>	ET 195 180,00	195 180,00			
Elaboration du Rapport d'étape sur les Projets et Programmes des Pistes rurales et des Bacs dans les Provinces de Bandundu, Orientale, Kasai-Oriental, Equateur, Maniema et Katanga.	ET 80 700,00	80 700,00			